



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Concession de service pour la gestion et l'exploitation du réseau de transport de la commune de Mende

Autorité délégante

Commune de Mende
Hôtel de Ville
Place Charles de Gaulle
48000 Mende

**Date limite de remise des
offres**

Le 13/06/2024 à 12h

Le présent document, désigné « Règlement de consultation », vise à préciser l'organisation de la consultation, les modalités de remise et de jugement des candidatures et des offres des candidats.

SOMMAIRE

Article 1 – Personne publique contractante

Article 2 – Objet de la consultation

Article 3 – Étendue de la consultation

Article 4 – Valeur estimée de la concession

Article 5 – Durée de la concession de service – prise d’effet du contrat

Article 6 – Conditions de la consultation

6-1- Date limite de remise des offres

6-2- Contenu du dossier de consultation

6-3- Modifications et compléments au dossier de consultation

6-4- Modalités de retrait du dossier de consultation

6-5- Renseignements complémentaires

Article 7 – Présentation des candidatures et des offres

7-1- Langue

7-2- Forme juridique du concessionnaire

7-3- Pièces à remettre au titre de la candidature

7-4- Pièces à remettre au titre de l’offre

7-5- Conditions d’envoi ou de remise des plis

7-6- Durée de validité des offres

Article 8 – Variantes

Article 9 – Examen des candidatures et jugement des offres

9-1- Phase candidature

9-2- Jugement des offres

Article 10 – Négociation

Article 11 – Suites à donner à la consultation

Article 12 – Mise au point

Article 13 – Propriété intellectuelle

Article 14 – Indemnités

Article 15 – Déclaration sans suite

Article 16 – Voies et délais de recours

Article 1 - Personne publique contractante

L'autorité délégante :

Commune de MENDE

Hôtel de Ville

Place Charles de Gaulle

48000 MENDE

Site internet : <https://mende.fr/>

La personne habilitée à signer la convention de délégation de service est :

Monsieur le Maire de la commune de MENDE

Profil acheteur : www.marches-publics.info

Article 2 - Objet de la consultation

Conformément aux dispositions de l'article L. 1231-1 du code des transports, la commune de Mende est l'autorité organisatrice de la mobilité sur son territoire.

Par délibération n° 20217 du 7 mars 2024, la CCSPL, puis le conseil municipal de la commune de Mende ont choisi de procéder à la dévolution de la gestion et de l'exploitation de son réseau de transports publics de personnes au moyen d'une convention de délégation de service public au sens de l'article L. 1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

La présente consultation a pour objet l'attribution de cette convention de délégation de service public portant sur la gestion et l'exploitation du réseau de transports publics de personnes de la commune de Mende comprenant :

- Transport urbain ;
- Transport scolaire ;
- Transport à la demande ;
- Transport touristique saisonnier.

Le périmètre du contrat de délégation couvrira le territoire de la commune de MENDE.
Le contrat sera géré aux risques et périls du concessionnaire.

Un avis est publié :

- Au JOUE
- Au Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics (BOAMP),
- Sur la plateforme dématérialisée des marchés publics suivante : www.marches-publics.info

Article 3 - Étendue de la consultation

La présente consultation se déroulera dans les conditions prévues par :

- Les dispositions des articles L. 3121-1 à L. 3126-1 et suivants et R. 3121-1 à R. 3126-1 et suivants du code de la commande publique relatives aux contrats de concession ;
- Le présent règlement de consultation.

La procédure est passée conformément aux dispositions applicables à la procédure allégée prévue par le code de la commande publique. Conformément aux dispositions de l'article R. 3123-14 du code de la Commande Publique, la commune de Mende a décidé de recourir à une procédure ouverte conduisant les candidats à devoir remettre, en même temps et dans la même enveloppe, les éléments relatifs à leur candidature ainsi que leur offre.

Article 4 – Valeur estimée de la concession

Conformément aux dispositions des articles R. 3121-1 et R. 3121-2 du code de la commande publique, la valeur prévisionnelle de la concession est estimée à hauteur de 7,5 millions euros HT pour une durée de 9 ans.

Cette valeur estimée correspond au chiffre d'affaires total HT du concessionnaire pendant la durée du contrat, soit :

- Les recettes perçues sur les usagers des services, autres que celles collectées pour le compte de l'autorité délégante ou d'autres personnes ;
- Les paiements effectués par l'autorité délégante ou toute autre autorité publique ou tout avantage financier octroyé par l'une de celles-ci au concessionnaire ;
- La valeur des subventions ou de tout autre avantage financier octroyés par des tiers pour l'exploitation de la concession.

Article 5 – Durée de la concession – prise d’effet du contrat

Conformément aux dispositions des articles L. 3114-7, R. 3114-1 et R. 3114-2 du code de la commande publique, le candidat établira sa proposition pour un contrat d’une durée de 9 ans à compter du 1^{er} janvier 2025.

Le contrat entrera en vigueur à la date de sa notification au délégataire, antérieure à celle de la prise d’effet de la délégation fixée au 1^{er} janvier 2025, afin de lui permettre de se préparer à la reprise du service et de se conformer à l’ensemble des obligations qui lui incombent au titre de la période de préparation du service.

S’agissant du service de transport scolaire, celui-ci entrera en vigueur à la rentrée scolaire 2025 et son terme correspond à celui du contrat.

Article 6 – Conditions de la consultation

6-1- Date limite de remise des offres

Les offres devront parvenir au plus tard à la date et heure mentionnées sur la page de garde du présent document.

6-2- Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation et ses annexes ;
 - o Annexe 1 : Document d’orientation ;
 - o Annexe 2 : Cadre de mémoire technique ;
- Le projet de convention de délégation de service public et ses annexes ;
- Le cadre de mémoire financier ;
- L’annexe de déclaration du parc.

6-3- Modifications et compléments au dossier de consultation

L'autorité délégante se réserve le droit d'apporter, au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Pour le calcul de ce délai de dix jours, la date à prendre en compte est celle de l'envoi par l'autorité délégante, sur la plateforme de dématérialisation, informant les candidats des modifications.

Le candidat sera alors tenu de remettre son dossier de candidature et son dossier d'offre en intégrant l'ensemble des compléments d'information que l'autorité délégante lui aura délivré sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

En cas de nécessité, le report de la date fixée pour la réception des dossiers de candidature et d'offre pourra être prononcé par l'autorité délégante.

En cas de report de la date limite de réception des candidatures et des offres, le délai prévu sera applicable à la nouvelle date.

6-4- Modalités de retrait du dossier de consultation

Conformément aux dispositions de l'article L. 3122-4 du code de la commande publique, l'autorité délégante met à disposition gratuitement le dossier de consultation par voie électronique à l'adresse suivante : www.marches-publics.info

Lors du téléchargement du DCE, le candidat doit renseigner le nom de l'entreprise, le nom de la personne physique souhaitant les documents. Il précisera également une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique.

Le candidat ne pourra élever aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de leur adresse électronique, ou en cas de suppression ou de l'indisponibilité de ladite adresse électronique.

En effet toute modification du DCE et toute publication de questions et réponses font l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse électronique qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Les candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises sur la plateforme devront donc vérifier régulièrement les messages reçus à cette adresse. En cas de retrait anonyme du DCE sur la plateforme, les candidats sont informés qu'ils n'auront pas accès aux différentes correspondances. Ces dernières seront adressées uniquement aux candidats identifiés.

6-5- Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats transmettront leurs questions, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, via le lien suivant : www.marches-publics.info

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Aucune information ne sera transmise par téléphone, par télécopie ou par courrier électronique en dehors des échanges sécurisés via le profil acheteur de la commune de Mende.

Dans un double souci de transparence et d'égalité entre les concurrents, les questions des candidats et les réponses seront communiquées par écrit à l'ensemble des candidats, via la plateforme de dématérialisation susmentionnée.

Article 7 – Présentation des candidatures et des offres

7-1- Langue

Les candidatures et les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les candidatures et offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis.

7-2- Forme juridique du concessionnaire

Conformément aux dispositions de l'article R. 3123-9 du code de la commande publique, des groupements d'opérateurs économiques peuvent présenter une candidature et une offre.

Le contrat sera attribué à une entreprise seule ou à un groupement conjoint ou solidaire d'entreprises. Dans l'hypothèse d'un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du contrat, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'autorité délégante.

La commune de Mende interdit aux candidats de présenter pour l'attribution du contrat plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements et en qualité de membres de plusieurs groupements.

Si le candidat répond en groupement d'entreprises, il devra impérativement préciser le nom de l'entreprise mandataire du groupement.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

7-3- Pièces à remettre au titre de la candidature

Conformément aux articles R. 3123-16 et suivants du code de la commande publique, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Les renseignements concernant la situation juridique du candidat tels que prévus aux articles R. 3123-16 et R. 3123-18 du code de la commande publique :

- Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) précisant l'identification de l'autorité délégante, l'objet de la consultation et l'identité du candidat (nom commercial et dénomination sociale, adresse de l'établissement, adresse électronique, numéros de téléphone, numéro SIRET).

En cas de groupement, cette lettre de candidature devra

- Préciser l'identité de l'ensemble des membres du groupement, la forme du groupement (solidaire ou conjoint) et la répartition des prestations (en cas de groupement conjoint) ;
- Revêtir soit la signature de l'ensemble des membres du groupement, soit celle du seul mandataire si celui-ci y a été habilité par les autres membres du groupement
- Une déclaration du candidat (DC2 ou équivalent) contenant les renseignements énumérés dans le formulaire DC2 ;
- Un document justifiant du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés définie aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail ;
- Une déclaration sur l'honneur par laquelle le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, atteste :
 - Conformément aux dispositions de l'article R. 3127-17 du code de la commande publique, qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L3123-1 à L3123-11 du code de la commande publique ;
 - Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes, exigés en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 du code de la commande publique et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8 du code de la commande publique, fournis dans le cadre de la présente consultation sont exacts ;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière du candidat :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant les prestations objets du contrat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
- La preuve d'une assurance pour les risques professionnels en cours de validité ou en cours de formalisation ;

- Un bilan, compte du résultat, ou tout document équivalent, permettant d'appréhender la solidité financière et économique sur les trois derniers exercices comptables connus.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'autorité délégante, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'autorité délégante.

Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles du candidat :

- Une liste des principales prestations ayant un lien avec l'objet du contrat effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Une attestation d'inscription au registre des transporteurs ;
- L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de même nature que celle du contrat ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation de la convention de délégation de service public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 3123-19 du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités et aptitudes d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités et aptitudes de ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pendant toute l'exécution du contrat. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Les formulaires sont disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv> ou les candidats peuvent recourir au Document Unique de Marché Européen (DUME) en version électronique.

Le service DUME est un service dématérialisé qui, à l'instar des formulaires DC1, DC2 et DC4 permet aux opérateurs économiques de prouver de manière simple et conformément au droit en vigueur qu'ils remplissent les critères de sélection et n'entrent pas dans un cas prévu par les interdictions de soumissionner.

En l'absence de références, le candidat devra par tout moyen à sa convenance, justifier de sa capacité à exécuter le service.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'autorité délégante. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Aptitude à assurer la continuité du service et l'égalité des usagers devant le service public

Doivent être fournis :

1. Une présentation générale du candidat (ou du groupement candidat) ;
2. Une description de son savoir-faire en matière d'exploitation d'équipements en rapport avec l'objet de la délégation de service public.

Demande de compléments

L'autorité délégante qui constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes peut, en application des dispositions de l'article R. 3123-20 du code de la commande publique, demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

7-4- Pièces à remettre au titre de l'offre

Dans son offre, chaque candidat remet les documents suivants :

- Le projet de convention de délégation de service public et ses annexes complétées ;
- Le cadre de mémoire technique comprenant l'ensemble des éléments listés dans le cadre de mémoire technique ;
- Le cadre mémoire de financier dûment complété ;
- L'annexe de déclaration de parc.

7-5- Conditions d'envoi ou de remise des plis

La remise des candidatures et des offres par voie électronique est obligatoire.

La transmission des dossiers de candidatures et d'offres initiales par voie électronique doit être réalisée via la plateforme dématérialisée de l'autorité délégante.

Le candidat devra déposer sa candidature et son offre avant la date et l'heure limite de remise des offres mentionnée en première page du présent règlement de la consultation.

Les télécopies, les envois par e-mail et la remise en format papier des offres ne sont pas autorisés.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Les plis électroniques qui seraient remis ou dont l'accusé réception indiquerait une remise après la date et l'heure limite fixée sont éliminés.

Conformément à l'article R. 3122-17 du code de la commande publique, les candidats peuvent adresser à la commune de Mende, sur support papier ou support physique électronique (CD-Rom, DVD-ROM, clé USB, ou tout autre support matériel), une copie de sauvegarde de ces documents.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-après :

Commune de Mende

Hôtel de Ville

Place Charles de Gaulle

48000 Mende

Les candidats doivent tenir compte des aléas des envois électroniques et s'assurer des délais nécessaires à la transmission électronique de leur pli avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.

Il est rappelé que la durée d'acheminement de la soumission électronique est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Une transmission par voie électronique n'exclut toutefois pas la possibilité pour la personne publique d'exiger que les offres soient accompagnées d'échantillons.

Format des fichiers

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans les formats largement disponibles, tels que ceux utilisés dans les documents de la consultation.

Afin de limiter les problèmes techniques lors du dépôt électronique, l'attention des candidats est attirée sur l'importance du nommage des fichiers par des intitulés les plus courts possibles.

Il convient de :

- Proscrire les accents dans les noms de fichiers et plus généralement tous les symboles et caractères spéciaux ;
- Ne pas utiliser les .exe et les macros ;
- Respecter les recommandations formulées par la plate-forme de dématérialisation des offres lors du processus d'envoi (dossier d'offre au format compressé .zip).

Traitement des documents contenant un virus informatique

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité, permettant de conserver la trace de la malveillance, et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé, dans les conditions fixées au Code de la Commande Publique.

Les documents transmis par voie électronique seront rematérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution de la convention de délégation de service public pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

Signature

Conformément aux nouvelles règles en vigueur, la signature des offres n'est plus requise au stade de dépôt des plis, mais uniquement au moment de l'attribution de la concession.

Lors de l'attribution, le contrat de concession pourra être signé par les parties de manière manuscrite ou électronique.

7-6- Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres, sauf prolongation éventuelle de cette durée à l'initiative de la commune de Mende.

Article 8 – Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.
Aucune variante n'est prévue par l'autorité délégante.

Article 9 – Examen des candidatures et jugement des offres

9-1- Phase candidature

La vérification des conditions de participation sera effectuée dans les conditions prévues aux articles L. 3123-18 et R. 3123-20 du code de la commande publique.

Conformément à l'article L. 3123-18 précité, l'autorité délégante procédera au contrôle des informations transmises par les candidats afin notamment de vérifier :

- Qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 3123-1 à L. 3123-6 du code de la commande publique ;
- Son aptitude à exercer l'activité professionnelle considérée ;
- Ses capacités économiques, financières, techniques et professionnelles.

S'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'autorité délégante se réserve la possibilité de solliciter des candidats qu'ils complètent leur candidature ou fournissent des explications complémentaires conformément aux dispositions de l'article R. 3123-20 du code de la commande publique. Il ne s'agit que d'une faculté dont le candidat ne pourra se prévaloir.

9-2- Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 3124-5 et suivants et R. 3124-4 et suivants du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les offres seront examinées au regard des pièces requises par le présent règlement de la consultation et le choix final du délégataire sera effectué en tenant compte de l'ensemble des critères suivants :

CRITERES ET SOUS CRITERES		NOTATION
CRITERE 1 – QUALITE TECHNIQUE DU PROJET APPRECIEE AU REGARD DU MEMOIRE TECHNIQUE		50%
	Sous critère 1 – Qualité et pertinence des modalités d’exploitation du service (appréciées au regard du dossier A du mémoire technique)	30%
	Exploitation des lignes 1 et 2 du TUM (appréciée au regard de la pièce A2 du mémoire technique)	30%
	Exploitation du service de transport scolaire (appréciée au regard de la pièce A3 du mémoire technique)	30%
	Exploitation du service de transport à la demande (appréciée au regard de la pièce A4 du mémoire technique)	30%
	Exploitation du petit train (appréciée au regard de la pièce A5 du mémoire technique)	10%
	Sous critère 2 – Qualité et modalités de communication et de décision avec les usagers (apprécié au regard du dossier B du mémoire technique)	20%
	Sous critère 3 – Qualité du service selon l’organisation et moyens mis en œuvre pour l’exploitation (apprécié au regard du dossier C du mémoire technique)	30%
	Organisation générale (appréciée au regard de la pièce C1 du mémoire technique)	10%
	Organisation des moyens humains (appréciée au regard de la pièce C2 du mémoire technique)	30%
	Qualité et pertinence du parc de véhicules (appréciée au regard de la pièce C3 du mémoire technique)	50%
	Pertinence des autres moyens matériels déployés pour l’exploitation du service (appréciée au regard de la pièce C4 du mémoire technique)	10%
	Sous critère 4 – Entretien, renouvellement et maintenance du parc de véhicules (apprécié au regard du dossier D du mémoire technique)	10%
	Sous critère 5 – Qualité du plan de communication pour la promotion du réseau (appréciée au regard du dossier E du mémoire technique)	5%
	Sous critère 6 – Méthodologie de suivi de la qualité du réseau (appréciée au regard du dossier F du mémoire technique)	5%
CRITERE 2 – QUALITE DE LA DEMARCHE DE DEVELOPPEMENT DURABLE DU CANDIDAT APPRÉCIEE AU REGARD DE LA PIÈCE G DU MÉMOIRE TECHNIQUE		10%
	Sous critère 1 – Politique de verdissement du parc de véhicules (appréciée au regard de la pièce G1 du mémoire technique)	80%

	Sous critère 2 – Promotion du développement durable dans le cadre de l’exploitation du service (appréciée au regard de la pièce G2 du mémoire technique)	20%
CRITERE 3 – EQUILIBRE FINANCIER DE LA DSP APPRECIEE AU REGARD DU MEMOIRE FINANCIER		40%
	Sous critère 1 – Cohérence du compte d’exploitation prévisionnel du coût pour l’Autorité délégante (appréciée au regard des feuilles 1 à 4 du mémoire financier)	60%
	Sous critère 2 – Engagements en termes de recettes tarifaires et répartition des risques d’exploitation (appréciée au regard de la feuille 5 du mémoire financier)	40%

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d’addition ou de report) seraient constatées dans l’offre du candidat, l’entreprise sera invitée à confirmer l’offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Article 10 - Négociation

Conformément aux dispositions des articles L. 3124-1 et R. 3124-1 du code de la commande publique, l’autorité délégante se réserve le droit d’organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires.

Le contenu et les modalités de la négociation seront détaillés dans l’invitation à négocier adressée aux candidats.

La forme de la négociation sera décidée par l’autorité délégante : réunion(s) dans les locaux de la commune de Mende ou en visioconférence ; par correspondance (courrier, mail...).

Plusieurs tours de négociation pourront être organisés.

À l’issue de la réunion, les candidats remettront des offres modifiées pour tenir compte de cette phase de négociation. Ces nouvelles offres seront appréciées selon les mêmes modalités que celles définies à l’article 9 du présent règlement de consultation.

Article 11 – Suites à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en application de l'article R. 3124-6 du code de la commande publique en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations prévus aux articles R. 3123-17 et R. 3123-18 du même code.

Le délai imparti pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 7 jours.

En application de l'article R. 3123-17 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le contrat produit :

- L'extrait de casier judiciaire n°2 (ou attestation sur l'honneur) ;
- Les certificats et déclarations fiscales et sociales, délivrés par les administrations et organismes compétents, dont la liste est fixée par l'arrêté du 22 mars 2019 (NOR : ECOM1830220A) justifiant que le candidat ou chaque membre du groupement a satisfait à ses obligations sociales et fiscales (ou déclaration sur l'honneur de non assujettissement, le cas échéant), à savoir :
 - o Certificat de régularité fiscale (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, TVA) ;
 - o Attestation de vigilance (article L. 243-15 du code de la sécurité sociale) datant de moins de 6 mois ;
 - o Attestation congés payés ou intempéries ou déclaration de non-assujettissement.
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (travailleurs détachés), D. 8222-5 (cocontractant établi en France) ou D. 8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (liste des salariés étrangers) du code du travail ;
- La copie du ou des jugements prononcés lorsque l'entreprise est en redressement judiciaire.

Si le candidat ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat est éliminé.

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires. Cette procédure sera reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont irrecevables.

Article 12 – Mise au point

L'autorité délégante procédera à la mise au point du contrat avec le Déléataire pressenti, sur la base de la dernière offre.

Conformément à l'article R. 3123-17 du code de la commande publique, l'attributaire pressenti produit au plus tard à ce stade tout document attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-14.

L'autorité délégante se réserve la possibilité de rompre l'étape de la finalisation du contrat avec le délégataire pressenti si celui-ci revient sur ses engagements antérieurs. L'autorité délégante pourra alors finaliser le contrat avec le soumissionnaire classé deuxième.

Article 13 – Propriété intellectuelle

Les documents et éléments présentés par le candidat demeurent sa propriété intellectuelle.

Les données communiquées par l'Autorité délégante au candidat pour l'élaboration de son offre ne peuvent en aucun cas être communiquées ou utilisées à d'autres fins que celles de la présente consultation.

Article 14 - Indemnités

Aucune indemnité ne pourra être sollicitée de la part des candidats, lesquels ne bénéficient d'aucun droit de remboursement de frais au titre des études et projets présentés.

Article 15 – Déclaration sans suite

Conformément à l'article R. 3125-4 du code de la commande publique, l'autorité concédante peut à

tout moment décider de déclarer sans suite la procédure de passation, sans ouvrir droit à quelconque indemnisation des candidats.

Article 16 - Voies et délais de recours

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Nîmes

16 avenue Feuchères

CS 88010 30941

Nîmes cedex 09

Tél. : 04 66 27 37 00

Fax : 04 66 36 27 86

Fax : 04 66 36 11 79 (Greffes du contentieux des arrêtés de reconduites à la frontière et des urgences
greffe.ta-nimes@juradm.fr

<http://nimes.tribunal-administratif.fr>

Délais d'introduction des recours

Référé précontractuel

Le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un référé précontractuel contre la présente procédure de passation, devant le président du tribunal administratif, avant la signature de la convention de concession dans les conditions énoncées aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative.

Référé contractuel

Le candidat peut, s'il le souhaite exercer, un référé contractuel contre la présente procédure de passation, devant le président du tribunal administratif, après la signature de la convention de concession dans les conditions énoncées aux articles L. 551-13 à L. 551-23, et aux articles R. 551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative.

Recours en contestation de validité du contrat

Le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat devant le tribunal administratif. Le juge doit être saisi dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

Recours en excès de pouvoir :

Le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un recours pour excès de pouvoir en cas de décision de déclaration sans suite dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision et contre les clauses réglementaires du contrat dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité liées à la signature du contrat.

Vous pouvez aussi saisir le Tribunal administratif de Nîmes par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr